

SUD CT 93 Mairie de Vaujours

Courriel : syndicsudctvaujours@gmail.com

Rassemblement

Mercredi 18 mai 2022 à partir de 11h
devant la Mairie de Vaujours

Contre la répression antisyndicale
Pour les droits des agent.es
et pour un service public de qualité !

20 Rue Alexandre Boucher - 93410 Vaujours

STOP A LA REPRESSON ANTISYNDICALE!

Les porte-paroles de Sud CT 93 Mairie de Vaujours subissent des pressions depuis qu'ils ont créé le syndicat SUD au sein de la collectivité ! Les faits ???

Tout a commencé avec un turn-over important ces derniers mois à la mairie de Vaujours : beaucoup de cadres en partance, de la souffrance au travail, un dysfonctionnement grandissant, un management autoritaire, une explosion des arrêts maladie, le travail collectif qui perd son sens, un service public de + en + abîmé. Au détriment des publics et des collègues...

Puis, dans le cadre d'une grève nationale de l'Animation en novembre dernier (lutte contre la précarité, taux d'encadrement des enfants dégradé), des collègues de l'Animation ont fait grève. En réponse à leur mouvement, le maire n'a pas renouvelé leurs contrats ! Rappelons ici que la grève est un droit constitutionnel!

Alors, des collègues de différents services ont créé le syndicat SUD dans la Mairie pour défendre les agent.es et le service public de qualité. Le maire a alors réprimé nos camarades : il a démis de ses fonctions le directeur de l'animation qui a été rétrogradé ! Il exercé une pression permanente sur le plombier de la ville, l'un des leaders de SUD. Ce camarade a subi isolements répétés, pétition de son chef à son encontre (illégal!), obstruction à la formation, menaces diverses...

Notre syndicat a régulièrement notifié ces abus de pouvoir au maire, qui a dit mener une « enquête administrative ». Enquête dont nous n'avons jamais eu le résultat ! Il dit être attaché aux droits des agents, et à la démocratie syndicale. ET POURTANT...

- Depuis 3 ans, les locaux syndicaux sont fermés par le Maire ! **ILLEGAL !**
- Des risques psychosociaux dénoncés et toujours aucune évaluation de ces risques, ni de CHSCT, ni de Registre Santé et Sécurité au Travail ! **ILLEGAL !**
- Notre section n'a ni locaux, ni ordinateur, ni téléphone, ni accès internet, ni panneaux syndicaux,... Constamment dénigrés par la municipalité, nous ne sommes toujours pas convoqués pour les prochaines élections professionnelles ! **ILLEGAL !**
- Le droit de grève s'exerce avec de la répression ensuite ! **ILLEGAL !**

IL EST TEMPS QUE ÇA CHANGE ! DEFENDONS NOS DROITS ! RESISTONS !



Revendications sociales

- Plus de moyens humains et matériels
- Stop au turn-over des cadres de la mairie qui est un signe de souffrance au travail
- Plus de personnels formés et diplômés pour accompagner nos enfants et les salariés de la ville
- Respect du droit syndical et plus de dialogue social avec les organismes du personnel
- Plus de personnels recrutés à hauteur de leurs compétences
- Proposition et acceptation des demandes de formation des agent.e.s
- Respect des animateurs et arrêt du jeu de la chaise musicale qui se fait au détriment des enfants et des collègues
- Formation et titularisation des animateurs
- Recrutements face au manque de personnel dans les cantines, les crèches, les services techniques, la bibliothèque,...
- Recrutement d'ATSEM
- Remise en marche du Pedibus !!!!
- Réaffectation des heures supplémentaires supprimées
- Rétablissement des évaluations annuelle dans les services techniques
- Évaluations faites de manière irrégulière par le maire à certains personnels de la ville, cela même après la mise en garde du syndicat Sud
- Planning inexistant dans la commune dans de nombreux postes
- Risques psychosociaux signalés dans la ville par les syndicats au maire et à ce jour aucun moyen de prévention n'a été mis en place par l'employeur qui y est pourtant contraint par le Livret IV du Code du Travail
- Logements insalubres dans la commune
- Respect du droit de grève sans répression de la part de la municipalité
- Tickets restaurant
- Participation à la mutuelle des agent.e.s



SCAN ME

VIDEO D'APPEL À LA MOBILISATION →